

Processus d'élection du Directeur général

Ce document décrit globalement le processus d'élection du Directeur général en renvoyant le cas échéant aux règles, résolutions et décisions applicables. Des informations sur le processus d'élection et les règles et décisions applicables, ainsi que le texte du Code de conduite pour l'élection du Directeur général ont été publiés dans toutes les langues officielles sur le site Web de l'OMS à la page <http://apps.who.int/gb/ep/f/index.html>.



**Organisation
mondiale de la Santé**

Table des matières

1.	Processus pour la période allant d’avril à décembre 2016	3
	Avril-septembre 2016 : soumission des candidatures.....	3
	À partir d’avril 2016 : activités de campagne électorale, y compris pendant les sessions du Comité régional	4
	Octobre 2016 : forum sur le Web	5
	Novembre 2016 : forum des candidats	6
2.	Processus pour la période allant de janvier à mai 2017.....	7
	Janvier 2017 : désignation par le Conseil exécutif à sa cent quarantième session	7
	Mai 2017 : nomination par la Soixante-Dixième Assemblée mondiale de la Santé.....	10
3.	Scénarios possibles lors du vote	13

1. Processus pour la période allant d'avril à décembre 2016

Avril-septembre 2016 : soumission des candidatures

Propositions de candidats

1. Le vendredi 22 avril 2016, c'est-à-dire moins de neuf mois avant la date fixée pour l'ouverture de la cent quarantième session du Conseil exécutif à laquelle aura lieu la désignation pour le poste de Directeur général, le Directeur général a informé les États Membres qu'ils pouvaient proposer une ou plusieurs personnes en vue de la désignation pour le poste de Directeur général.¹
2. Les propositions devaient être accompagnées, pour chaque personne, d'un curriculum vitae (CV) conforme au formulaire type figurant à l'annexe 3 de la résolution WHA66.18. Il s'agissait là du seul document à soumettre, limité à 3500 mots.² Toute page supplémentaire était considérée comme faisant partie du CV et soumise également à cette limite, l'intitulé des questions étant, lui, exclu du calcul. Le Président du Conseil exécutif était chargé de vérifier que cette limite était bien respectée³ et, dans le cas contraire, d'extraire ce qui était selon lui les parties essentielles du CV pour le réduire à moins de 3500 mots dans la langue de l'original. Le CV devait également être présenté sous forme électronique dans un dispositif de stockage USB.
3. De plus, les propositions devaient être accompagnées d'une déclaration par laquelle l'État Membre et la personne qu'il propose s'engagent à respecter les dispositions du Code de conduite pour l'élection du Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (le Code de conduite).⁴
4. Ces propositions devaient être adressées au Président du Conseil exécutif, sous pli confidentiel scellé, de façon à parvenir au Siège de l'OMS au plus tard le jeudi 22 septembre 2016 à 18 heures, heure d'Europe centrale, c'est-à-dire quatre mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture de la cent quarantième session du Conseil exécutif.⁵

Reconnaissance de certains actes de candidature

5. Même si les plis contenant les propositions de candidature n'ont été officiellement ouverts que le vendredi 23 septembre 2016, le Directeur général a révélé le nom de certains candidats pour le poste de Directeur général avant l'expiration du délai de soumission des candidatures, lorsque l'État proposant le candidat avait donné son accord.⁶

¹ Article 52, paragraphes 1 et 2 du Règlement intérieur du Conseil exécutif.

² Résolution WHA66.18, paragraphes 3 et 4.

³ Résolution WHA66.18, paragraphe 4.

⁴ Section B.I du Code de conduite figurant à l'annexe 1 de la résolution WHA66.18.

⁵ Article 52, paragraphe 2 du Règlement intérieur du Conseil exécutif.

⁶ Voir les procès-verbaux de la Soixante-Neuvième Assemblée mondiale de la Santé, Commission B, troisième séance, section 2, dans laquelle les États Membres ont pris note avec satisfaction de l'intention du Directeur général.

Ouverture des plis contenant les propositions de candidature et annonce des candidats

6. Après l'expiration du délai de soumission des candidatures, le vendredi 23 septembre 2016, le Président du Conseil, assisté du Conseiller juridique, a ouvert les plis contenant les propositions de candidature, et a vérifié également que les CV reçus avaient été soumis par voie électronique et respectaient la limite de 3500 mots à laquelle le paragraphe 2 ci-dessus fait référence.¹

7. Conformément à la pratique établie, le Secrétariat a annoncé les noms des candidats et des États Membres les proposant sur le site Web de l'OMS, le vendredi 23 septembre 2016.

Envoi des propositions aux États Membres et publication d'informations

8. Le Directeur général a veillé à ce que l'ensemble des propositions, des CV et de la documentation s'y référant soient traduits dans les langues officielles de l'OMS, reproduits et envoyés par voie électronique à tous les États Membres au plus tard le 22 octobre 2016, c'est-à-dire trois mois au plus tard avant la date fixée pour l'ouverture de la cent quarantième session du Conseil exécutif.²

9. Le Secrétariat a affiché également sur le site Web de l'OMS les informations concernant tous les candidats, sauf indication contraire dans la proposition, notamment leur CV et d'autres renseignements sur leurs qualifications et leur expérience reçus des États Membres, ainsi que leurs coordonnées.³ Le Secrétariat a également aménagé des liens renvoyant aux sites Web des candidats qui en avaient fait la demande.⁴

Examen médical des candidats

10. Afin d'évaluer si les candidats remplissent le critère relatif au fait de jouir d'un « bon état de santé les rendant aptes à exercer leurs fonctions comme tout autre membre du personnel de l'Organisation », le Secrétariat a invité les candidats à subir un examen médical. Un formulaire d'examen médical OMS dûment rempli sera porté à l'attention du Directeur du Service de santé au travail au Siège.⁵

À partir d'avril 2016 : activités de campagne électorale, y compris pendant les sessions du Comité régional

Critères applicables aux activités de campagne électorale

11. Les États Membres et les candidats doivent mener les activités de campagne électorale relatives à l'élection du Directeur général, à quelque moment que ce soit jusqu'à la nomination par l'Assemblée de la Santé, conformément aux dispositions applicables du Code de conduite.

¹ Article 52, paragraphe 3 du Règlement intérieur du Conseil exécutif et résolution WHA66.18, paragraphe 4.

² Article 52, paragraphe 3 du Règlement intérieur du Conseil exécutif.

³ Section B.II.11 du Code de conduite figurant à l'annexe 1 à la résolution WHA66.18.

⁴ Il incombe à chaque candidat de mettre en place et de financer son propre site.

⁵ Conformément à la pratique passée établie par le Secrétariat et dont le Conseil est convenu dans sa résolution EB120.R19.

12. En particulier, tous les États Membres et les candidats doivent envisager de divulguer leurs activités de campagne (par exemple tenue de réunions, ateliers et visites) et les communiquer au Secrétariat. Les informations communiquées doivent être affichées sur une page du site Web de l'OMS qui leur est consacrée.¹

Activités de campagne électorale pendant les sessions du Comité régional

13. Aux termes du Code de conduite, les États Membres et les candidats doivent envisager de recourir autant que possible aux mécanismes existants, notamment aux sessions des comités régionaux, pour les réunions et les autres activités de promotion en rapport avec la campagne électorale. Les candidats, aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur, doivent s'abstenir de faire campagne à l'occasion de déplacements dans le cadre de leurs fonctions. Il faut aussi éviter toute activité de promotion ou de propagande électorale sous couvert de réunions techniques ou de manifestations du même type.²

14. Trois des sessions des comités régionaux de 2016 s'étant tenues avant que la liste finale de candidats soit connue, il n'était pas envisagé que les candidats présentent officiellement leur candidature pendant l'un des comités régionaux. Cependant, les candidats et les États Membres étaient encouragés à tenir des manifestations de campagne en marge des sessions des comités régionaux, par exemple sous la forme de réunions organisées par les candidats ou en leur soutien, ou de réunions organisées par des États Membres (ou par des groupes d'États Membres) en vue d'entendre plusieurs candidats. Il n'était pas prévu que la campagne se déroule dans le cadre des sessions des comités régionaux et, en particulier, aucun temps de parole n'a été accordé aux candidats ou aux États Membres pour qu'ils fassent la promotion d'une candidature lors d'une réunion officielle. Les événements liés à la campagne se sont déroulés soit lors des pauses pendant le programme officiel, soit avant ou après les réunions officielles. Afin d'assurer l'égalité de traitement et l'équité, lorsque la possibilité a été donnée de mener des activités de campagne, celle-ci a été ouverte à tous les candidats dans des conditions similaires.

Octobre 2016 : forum sur le Web

Durée et participation

15. Le Secrétariat a ouvert sur le site Web de l'OMS un forum de questions et de réponses protégé par un mot de passe, accessible à tous les États Membres et candidats. Ce forum a eu lieu du lundi 24 octobre 2016 à 00 h 01 (heure de Genève) au dimanche 13 novembre 2016 à minuit (heure de Genève).

Accès

16. Le Secrétariat a fourni à chaque État Membre un jeu d'identifiants pour accéder au forum sur le Web, données pouvant être utilisées par une ou plusieurs personnes à la discrétion de l'État Membre concerné. Des instructions ont également été communiquées aux candidats sur la manière d'accéder au forum sur le Web. Des instructions techniques sur la façon de poser des questions et d'y répondre étaient également disponibles sur le forum lui-même.

¹ Section B.II.3 du Code de conduite figurant à l'annexe 1 de la résolution WHA66.18.

² Section B.II.9 du Code de conduite figurant à l'annexe 1 de la résolution WHA66.18.

Modalités applicables au forum

17. Les États Membres pouvaient poser des questions jusqu'au samedi 29 octobre 2016 à minuit (heure de Genève) et les candidats y répondre jusqu'au dimanche 13 novembre 2016. Les questions et réponses pouvaient être posées dans n'importe quelle langue officielle de l'OMS, la traduction étant assurée vers l'anglais. Le forum restera accessible en lecture seule jusqu'en mai 2017.

Novembre 2016 : forum des candidats

Durée et participation

18. Le Directeur général, en consultation avec le Président du Conseil, a convoqué le forum des candidats.¹ Cette enceinte sans pouvoir de décision a permis aux candidats de se faire connaître et de présenter leurs idées aux États Membres sur un pied d'égalité. Il s'agissait d'un événement indépendant précédant la session du Conseil au cours de laquelle la désignation aura lieu. Il s'est ouvert le mardi 1^{er} novembre 2016 et, conformément à la décision prise par le Bureau du Conseil à la lumière du nombre de candidats, a duré deux jours.²

19. Tous les États Membres et Membres associés pouvaient participer au forum, qui a été retransmis sur le site Web de l'OMS dans toutes les langues officielles.³ Les frais de voyage des candidats y participant ont été pris en charge et une indemnité journalière de subsistance leur a été versée pour la durée nécessaire à l'entretien.⁴

Modalités applicables au forum

20. Le forum a été présidé par le Président du Conseil, avec le soutien des membres du Bureau du Conseil exécutif. Chaque candidat a fait un exposé de 30 minutes, qui a été suivi par une séance de questions et de réponses, de sorte que la durée totale de chaque entretien a été de 60 minutes. L'ordre des entretiens a été déterminé par tirage au sort et le forum a décidé, sur proposition du Président, de leurs modalités précises. Les États Membres et les Membres associés participant au forum ont pu poser des questions à chaque candidat, et l'ordre des questions a été décidé par tirage au sort par le Président.⁵ Lors de chaque entretien, les autres candidats ont été invités à quitter la salle.

¹ Article 52, paragraphes 3 et 4 du Règlement intérieur du Conseil exécutif et résolution WHA66.18, annexe 2, paragraphe 1.

² Décision EB139(9) et résolution WHA66.18, paragraphe 2 et annexe 2, paragraphes 1 à 3.

³ Résolution WHA66.18, annexe 2, paragraphe 6 et procès-verbaux de la Soixante-Neuvième Assemblée mondiale de la Santé, Commission B, troisième réunion, section 2.

⁴ Document EB138/46, paragraphe 7, dont le Conseil a pris note (procès-verbaux de la cent trente-huitième session du Conseil exécutif, douzième réunion, section 3).

⁵ Résolution WHA66.18, annexe 2, paragraphes 4 et 5.

2. Processus pour la période allant de janvier à mai 2017

Janvier 2017 : désignation par le Conseil exécutif à sa cent quarantième session

Nature des séances du Conseil

21. Toutes les séances liées à la désignation pour le poste de Directeur général prendront la forme de « séances ouvertes ». Pourront par conséquent être présents : les membres du Conseil, leurs suppléants et leurs conseillers ; un représentant de chaque État Membre non représenté au Conseil et de chaque Membre associé ; et le Secrétariat.¹ Les représentants des États Membres non représentés au Conseil et des Membres associés pourront y assister sans avoir le droit de participer aux débats.¹ Il ne sera pas établi de procès-verbal.¹ L'examen par le Conseil se déroule suivant les phases présentées ci-dessous.

Présélection

22. Tous les membres du Conseil ont la possibilité de participer à une présélection afin d'éliminer les candidats ne répondant pas aux critères fixés par l'Assemblée de la Santé dans la résolution WHA65.15. Dans cette résolution, l'Assemblée de la Santé a décidé que le Conseil « compte tenu de l'importance primordiale des qualifications professionnelles et de l'intégrité ainsi que de la nécessité de tenir dûment compte de la représentation géographique équitable et de l'équilibre hommes-femmes dans le processus conduisant à la désignation d'un ou de plusieurs candidats à présenter à l'Assemblée de la Santé, devra veiller à ce que les candidats désignés remplissent les critères suivants :

- a) posséder une solide formation technique dans un domaine concernant la santé, y compris une expérience en matière de santé publique ;
- b) avoir une vaste expérience de l'action sanitaire internationale ;
- c) avoir fait leurs preuves dans un poste de direction ;
- d) avoir d'excellentes compétences en matière de communication et de sensibilisation ;
- e) avoir une compétence avérée en matière de gestion administrative ;
- f) être sensibles aux différences culturelles, sociales et politiques ;
- g) être profondément attachés à la mission et aux objectifs de l'OMS ;
- h) jouir d'un bon état de santé les rendant aptes à exercer leurs fonctions comme tout autre membre du personnel de l'Organisation ;
- i) posséder des compétences suffisantes dans au moins une des langues de travail officielles du Conseil exécutif et de l'Assemblée de la Santé ».

¹ Article 7b) du Règlement intérieur du Conseil exécutif.

23. La présélection sera effectuée par le Conseil au début de la session. Un candidat sera éliminé à ce stade si le Conseil décide par consensus qu'il ne répond pas aux critères.¹ En l'absence de consensus concernant l'exclusion, on passe à l'étape suivante, à savoir l'établissement d'une liste restreinte.²

24. Le Président du Conseil rendra compte également de l'évaluation effectuée par le Directeur du Service de santé au travail au Siège pour déterminer si les candidats remplissent le critère du bon état de santé, et il informera le Conseil en conséquence.³

Phase d'établissement de la liste restreinte

25. Au cas où plus de cinq candidats sont proposés, le Conseil établira une liste restreinte, « en soulignant l'importance primordiale des qualifications professionnelles et de l'intégrité et en tenant dûment compte de la représentation géographique équitable et de l'équilibre hommes-femmes. »⁴ La liste restreinte sera établie par un ou plusieurs scrutins secrets, durant lesquels les Membres devront voter pour un nombre de candidats égal au nombre de places à pourvoir, c'est-à-dire cinq.⁵ Le(s) candidat(s) recueillant le plus petit nombre de voix, ainsi que tout candidat n'ayant pas obtenu la proportion minimum des voix (fixée à 10 % des bulletins de vote), seront éliminés, jusqu'à ce que le nombre de candidats restants corresponde au nombre de places à pourvoir.⁶ S'il n'y a que cinq candidats ou moins, cette étape n'aura pas lieu.

26. Dans ce contexte, le terme « voix » doit être considéré comme l'équivalent de l'expression « Membres présents et votants », qui est défini à l'article 42 du Règlement intérieur du Conseil exécutif.⁷ C'est le chiffre que le Secrétariat utilisera pour calculer la proportion minimale de voix aux fins de l'élimination des candidats. Donc, le seuil de 10 % sera atteint par un candidat s'il obtient trois voix lorsque le nombre de Membres présents et votants est compris entre 21 et 30 (inclus) et s'il obtient quatre voix lorsque le nombre de Membres présents et votants est compris entre 31 et 34 (inclus).

27. De plus, l'expression « Membres présents et votants » s'entend des Membres votant valablement pour ou contre ; les Membres qui s'abstiennent de voter sont considérés comme non votants.⁸

¹ Décision EB100(7) et document EB132/29, paragraphe 23.

² Document A67/51, paragraphe 25.

³ Résolution EB120.R19, premier paragraphe du dispositif.

⁴ Article 52, paragraphe 7 du Règlement intérieur du Conseil exécutif et résolution WHA65.15, premier paragraphe du dispositif.

⁵ Décision EB100(7), paragraphes 2 et 4 du dispositif.

⁶ Décision EB100(7), paragraphe 3.

⁷ Procès-verbaux de la cent trente-neuvième session du Conseil exécutif, troisième séance, section 2.

⁸ Article 42 du Règlement intérieur du Conseil exécutif.

Entrevues avec les candidats

28. Les candidats inscrits sur la liste restreinte, ou les candidats présentés, auront dès que possible une entrevue avec le Conseil exécutif siégeant au complet.¹ Le jour des entrevues est fixé en concertation avec le Président. Les frais de déplacement à Genève des candidats retenus sont pris en charge.² Au besoin, le Conseil peut prolonger la session afin de procéder aux entrevues et de faire sa sélection.³

29. Chaque entrevue sera limitée à 60 minutes et divisée également entre i) un exposé oral au cours duquel le candidat fixera les priorités futures qu'il assigne à l'Organisation, en analysant les problèmes auxquels elle est actuellement confrontée et en proposant des moyens de les résoudre ; et ii) une séance de questions et de réponses. Toutefois, s'il n'y a pas suffisamment de questions pour occuper le temps imparti, le candidat pourra faire d'autres déclarations s'il le souhaite jusqu'à ce que le temps fixé pour l'entretien soit écoulé, à condition de ne pas dépasser la durée totale de 60 minutes.

Phase de désignation

30. Le Conseil fixera une date pour la séance au cours de laquelle il désignera, au scrutin secret, trois personnes parmi les candidats présentés ou figurant sur la liste restreinte si celle-ci est établie.⁴ Dans des circonstances exceptionnelles où la désignation de trois candidats n'est pas applicable, par exemple s'il n'y a qu'un ou deux candidats en lice, le Conseil peut décider de désigner moins de trois candidats.⁵ Un vote au scrutin secret doit avoir lieu,⁶ même lorsqu'il n'y a qu'un seul candidat.

31. Chaque membre du Conseil devra choisir les noms de trois candidats sur la liste restreinte. Les candidats obtenant la majorité requise au premier tour de scrutin – la majorité simple – sont retenus. Si le nombre des candidats obtenant la majorité requise est inférieur au nombre de candidats à proposer, le candidat recueillant le plus petit nombre de voix est éliminé à chaque tour de scrutin. Dans le cas où deux candidats obtiennent le plus petit nombre de voix, il est procédé à un vote pour les départager, celui qui recueille le plus petit nombre de voix étant éliminé. Le même principe est appliqué, mutatis mutandis, lorsque le Conseil décide de désigner moins de trois candidats.⁷ Les Membres qui s'abstiennent de voter sont considérés comme non votants⁸ et ne sont pas pris en compte dans le calcul de la majorité.

Soumission à l'Assemblée de la Santé des noms des candidats désignés

32. Les noms de la personne ou des personnes désignées sont communiqués au cours d'une séance publique du Conseil, organisée immédiatement après la fin de la séance ouverte, puis soumis à l'Assemblée de la Santé.⁹ Le Conseil présentera un projet de contrat fixant les conditions et modalités

¹ Article 52, paragraphe 7 du Règlement intérieur du Conseil exécutif.

² Document A67/51, paragraphe 27.

³ Article 52, paragraphe 8 du Règlement intérieur du Conseil exécutif.

⁴ Article 52, paragraphe 9 du Règlement intérieur du Conseil exécutif et résolution WHA67.2, dispositif du paragraphe 2.

⁵ Article 48 et article 52, paragraphes 9 et 10, du Règlement intérieur du Conseil exécutif.

⁶ Article 52 du Règlement intérieur du Conseil exécutif.

⁷ Article 52, paragraphe 10 du Règlement intérieur du Conseil exécutif.

⁸ Article 42 du Règlement intérieur du Conseil exécutif.

⁹ Article 52, paragraphe 11 du Règlement intérieur du Conseil exécutif.

de l'engagement, du traitement et des autres émoluments attachés à la fonction.¹ À cette fin, le Conseil sera saisi d'un projet inspiré des contrats précédents. La durée du mandat du Directeur général est de cinq ans, ce mandat ne pouvant être renouvelé qu'une seule fois.²

33. Le Secrétariat apportera un appui aux candidats désignés par le Conseil exécutif, sur un pied d'égalité, à leur demande, et de manière transparente. En particulier, il désignera un point focal chargé de répondre ou de faciliter une réponse à toute demande d'information que les candidats désignés pour le poste de Directeur général pourraient souhaiter adresser à l'Organisation. Par souci d'équité et de transparence, toutes les réponses du Secrétariat seront communiquées à l'ensemble des candidats.³

Mai 2017 : nomination par la Soixante-Dixième Assemblée mondiale de la Santé

Déclarations des candidats

34. Les candidats désignés par le Conseil prennent la parole devant l'Assemblée de la Santé avant le vote, étant entendu : a) que la durée des déclarations sera limitée à 15 minutes ; b) que l'ordre dans lequel les déclarations seront prononcées sera décidé par tirage au sort ; c) qu'il n'y aura pas de séance de questions et réponses ; et d) que les déclarations seront diffusées sur le site Web de l'OMS dans toutes les langues officielles.⁴

Nomination

35. L'Assemblée de la Santé examinera les candidatures proposées après la pause déjeuner, au cours d'une séance privée, c'est-à-dire une séance à laquelle pourront en principe seulement participer les délégués des États Membres et les représentants des Membres associés et de l'Organisation des Nations Unies.⁵ En raison de l'espace limité disponible dans la Salle des Assemblées, les États Membres se verront remettre des badges distinctifs permettant à quatre personnes au plus d'y prendre place.

36. L'Assemblée de la Santé se prononcera au scrutin secret.⁶ Le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé est élu par une majorité claire et forte des Membres présents et votants conformément à l'article 108 du Règlement intérieur.⁷ Cette règle permet que différentes majorités soient applicables aux différentes étapes de l'élection.

Si trois personnes sont proposées

37. Si le Conseil propose trois personnes :

- a) si, au premier tour de scrutin, un candidat obtient la majorité des deux tiers des Membres présents et votants ou plus, cela est considéré comme une majorité claire et forte et il est nommé

¹ Articles 106 et 107 du Règlement intérieur de l'Assemblée de la Santé.

² Article 106 du Règlement intérieur de l'Assemblée de la Santé.

³ Document EB138/46.

⁴ Résolution WHA69.18.

⁵ Article 20 du Règlement intérieur de l'Assemblée de la Santé.

⁶ Article 108 du Règlement intérieur de l'Assemblée de la Santé.

⁷ Article 70 bis du Règlement intérieur de l'Assemblée de la Santé.

Directeur général. Si aucun candidat n'obtient la majorité requise, le candidat qui recueille le plus petit nombre de voix est éliminé. Dans le cas où deux candidats obtiennent le plus petit nombre de voix, il est procédé à un vote pour les départager, celui qui recueille le plus petit nombre de voix étant éliminé ;

b) au tour de scrutin suivant, le candidat obtenant la majorité des deux tiers des Membres présents et votants ou plus, ce qui est considéré comme une majorité claire et forte, est nommé Directeur général ;

c) si aucun candidat n'obtient la majorité requise à l'alinéa b), celui qui obtient au tour suivant la majorité ou plus des États Membres de l'Organisation mondiale de la Santé, ce qui est considéré comme une majorité claire et forte, est nommé Directeur général. Le Conseil, à sa cent trente-neuvième session, a accepté la proposition du Président de fixer à 98 la majorité requise si l'on parvient à cette étape de l'élection, dans l'hypothèse où l'Organisation compte toujours alors 194 États Membres. Néanmoins, même s'ils seront pris en compte pour calculer la majorité requise pour ce tour de scrutin, les Membres qui ont perdu le droit de vote ne seront pas autorisés à participer au vote, comme lors des tours précédents ;¹

d) si aucun candidat n'obtient la majorité requise à l'alinéa c), celui qui obtient au tour suivant la majorité ou plus des Membres présents et votants, ce qui est considéré comme une majorité claire et forte, est nommé Directeur général.

Si deux personnes sont proposées

38. Si le Conseil propose deux personnes :²

a) le candidat qui obtient la majorité ou plus des deux tiers des Membres présents et votants, ce qui est considéré comme une majorité claire et forte, est nommé Directeur général ;

b) si aucun candidat n'obtient la majorité requise à l'alinéa a), celui qui obtient au tour suivant la majorité ou plus des États Membres de l'Organisation mondiale de la Santé, ce qui est considéré comme une majorité claire et forte, est nommé Directeur général ;

c) si aucun candidat n'obtient la majorité requise à l'alinéa b), celui qui obtient au tour suivant la majorité ou plus des Membres présents et votants, ce qui est considéré comme une majorité claire et forte, est nommé Directeur général.

Si une personne est proposée

39. Si le Conseil propose une seule personne, l'Assemblée de la Santé se prononce à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants.³

¹ Procès-verbaux de la cent trente-neuvième session du Conseil exécutif, troisième séance, section 2.

² Article 108, N° 2 du Règlement intérieur de l'Assemblée de la Santé.

³ Article 108, N° 3 du Règlement intérieur de l'Assemblée de la Santé.

Annonce du nouveau Directeur général et contrat d'engagement

40. L'Assemblée de la Santé fait connaître sans tarder sa décision en séance publique.¹

41. Une fois le Directeur général nommé, l'Assemblée de la Santé approuve son contrat d'engagement, qui sera signé conjointement par le Directeur général et par le Président de l'Assemblée mondiale de la Santé agissant au nom de l'Organisation mondiale de la Santé.²

42. Le Secrétariat mettra à disposition du Directeur général élu une équipe de transition et un bureau au Siège de l'OMS pour l'aider à se préparer à prendre ses fonctions le 1^{er} juillet 2017.

¹ Article 20 du Règlement intérieur de l'Assemblée de la Santé.

² Article 110 du Règlement intérieur de l'Assemblée de la Santé.

3. Scénarios possibles lors du vote

1. Que se passe-t-il si, pendant la phase d'établissement de la liste restreinte au Conseil exécutif, deux candidats ou plus parmi ceux ayant obtenu plus de 10 % des voix des Membres présents et votants obtiennent le plus petit nombre de voix de telle manière que l'élimination de ces (deux) candidats réduirait la liste à moins de cinq noms ?

Dans ce cas, conformément à l'article 51 ter du Règlement intérieur du Conseil exécutif, il serait procédé à un nouveau tour de scrutin entre les candidats obtenant le plus petit nombre de voix pour savoir lesquels seront élus pour pourvoir les places disponibles sur la liste restreinte.

2. Que se passe-t-il si, pendant la phase d'établissement de la liste restreinte au Conseil exécutif, deux candidats ou plus obtiennent moins de 10 % des voix des Membres présents et votants de telle manière que l'élimination de ces (deux) candidats réduirait la liste à moins de cinq noms ?

Dans ce cas, il serait proposé au Conseil exécutif d'éliminer, parmi les deux candidats ou plus ayant obtenu moins de 10 % des voix des Membres présents et votants, le(s) candidat(s) obtenant le plus petit nombre de voix, afin d'obtenir une liste restreinte de cinq candidats.

3. Que se passe-t-il si, pendant la phase de désignation au Conseil exécutif, lors du premier tour de scrutin, plus de trois candidats obtiennent la majorité requise ?

Plus de trois candidats peuvent obtenir une majorité simple des Membres présents et votants au premier tour de scrutin, conformément à l'article 52, paragraphe 10 du Règlement intérieur du Conseil exécutif, bien que trois places seulement soient disponibles sur la liste des personnes désignées. Dans ce cas, on suivra l'interprétation figurant dans le projet de règlement intérieur type pour les conférences de l'Organisation des Nations Unies, selon laquelle seront désignés les candidats qui obtiennent, au premier tour de scrutin, à la fois la majorité des voix et le plus grand nombre de voix, étant entendu que le nombre de candidats désignés ne doit pas dépasser celui prévu sur la liste.¹

4. Que se passe-t-il si, pendant la phase de désignation au Conseil exécutif, lors du premier tour de scrutin, quatre candidats obtiennent la majorité requise et que, parmi eux, deux obtiennent le plus petit nombre de voix ?

Il sera procédé à un vote pour les départager, celui qui recueille le plus petit nombre de voix étant éliminé.

5. Que se passe-t-il si, pendant la phase de désignation au Conseil exécutif, lors du premier tour de scrutin, moins de trois candidats obtiennent la majorité requise ?

Si, lors du premier tour de scrutin, deux candidats obtiennent la majorité requise, ils sont désignés. Il sera ensuite procédé à un nouveau tour de scrutin pour déterminer quel candidat restant prendra l'autre place sur la liste des personnes désignées.

¹ Procès-verbaux de la cent trente-neuvième session du Conseil exécutif, troisième séance, section 2.

Si, lors du premier tour de scrutin, un candidat obtient la majorité requise, il est désigné. Il sera ensuite procédé à un ou plusieurs autres tours de scrutin pour déterminer quels candidats restants prendront les autres places sur la liste des personnes désignées.

Si, à un stade quelconque, deux candidats ont été désignés et si, après l'élimination du candidat ayant obtenu le moins de voix, un seul candidat demeure, il sera procédé à un nouveau tour de scrutin pour celui-ci. Si ce candidat obtient la majorité requise, il sera désigné ; dans le cas contraire, le Conseil étudiera la possibilité de désigner moins de trois candidats ou de procéder d'une autre manière.

6. Que se passe-t-il si, pendant la phase de désignation au Conseil exécutif, lors du premier tour de scrutin, aucun candidat n'obtient la majorité requise ?

Si, lors du premier tour de scrutin, aucun candidat n'obtient la majorité requise, il sera procédé à d'autres tours de scrutin pour déterminer quels candidats prendront les places de la liste des personnes désignées.

= = =